



## **A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-15 du 1 juillet 2022

# SOMMAIRE

## Commerce et sanctions

1. L'Administration américaine entend renforcer son action en faveur de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée
2. Les Etats-Unis mobiliseront 200 Mds\$ dans le cadre du nouveau « Partnership for Global Infrastructure and Investment » annoncé par le G7
3. Première rencontre entre les Etats-Unis et Taiwan dans le cadre de leur nouvelle initiative de coopération
4. Les Etats-Unis adoptent de nouvelles sanctions contre la Russie

## Climat – énergie – environnement

5. L'administration lance un partenariat entre le fédéral et 11 États de la côte Est pour faciliter et accélérer le développement de l'éolien en mer
6. La Cour Suprême invalide la capacité de l'État fédéral à fixer des seuils d'émission aux centrales électriques
7. Le Président Biden et la Présidente de la Commission, Mme Von der Leyen, réaffirment leur coopération pour la sécurité énergétique européenne et la diminution des émissions de méthane
8. La Californie clôture sa consultation publique sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre la neutralité carbone en 2045

## Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'universalité des repas scolaires gratuits est prolongée de 3 mois.
10. Les écoles bénéficieront pour l'année 2022 / 2023 d'un financement de l'USDA en vue de leurs achats d'aliments produits aux Etats-Unis.

## Numérique et innovation

11. Introduction du Protecting Americans' Data From Foreign Surveillance Act au Sénat
12. Les Républicains accentuent leur pression contre TikTok

*Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).*

# Commerce et sanctions

## 1. L'Administration américaine entend renforcer son action en faveur de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée

Dans un mémorandum [publié](#) le 27 juin, la Maison Blanche appelle notamment l'USTR – en lien avec le Département d'Etat, le Département du Travail et l'Agence américaine d'observation océanique – à continuer à s'engager dans les négociations de l'OMC sur les subventions à la pêche afin d'obtenir des disciplines supplémentaires interdisant les subventions à la pêche qui contribuent aux surcapacités et à la surpêche, ainsi que davantage de transparence sur le recours au travail forcé sur les navires de pêche. Le texte enjoint également aux agences concernées de faire appel à l'ensemble des outils disponibles pour empêcher les produits issus du travail forcé ou de la pêche illicite, non déclarée ou non réglementée d'entrer sur le marché américain.

Intervenant quelques semaines après la 12<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'OMC (MC12), ce mémorandum couvre des points fortement poussés par les États-Unis non tranchés par l'accord atteint en MC12. Celui-ci engage toutefois les membres de l'OMC à poursuivre les négociations sur les éléments qui n'ont pas été retenus dans l'accord final, avec une clause de caducité qui met fin à l'accord quatre ans après son entrée en vigueur si les négociateurs n'ont pas réussi à s'entendre sur des « disciplines globales ».

## 2. Les Etats-Unis mobiliseront 200 Mds\$ dans le cadre du nouveau « Partnership for Global Infrastructure and Investment » annoncé par le G7

Dans le cadre du « Partnership for Global Infrastructure (PGII) » [annoncé](#) le 26 juin lors du Sommet du G7, les Etats-Unis ont mis en avant un investissement de 200 Md\$ sur cinq ans, issu d'investissements publics et privés. Ce montant, qui représente un tiers du total annoncé par les pays du G7 (600 Md\$) a pour ambition d'encourager la construction d'infrastructures durables et de qualité, de « créer des opportunités pour les entreprises et les travailleurs américains, et de promouvoir la sécurité nationale ».

Selon le mémorandum publié par la Maison Blanche, quatre priorités [guideront](#) les projets menés dans le cadre du PGII : la sécurité climatique et énergétique ; la connectivité numérique ; la santé et la sécurité sanitaire ; l'égalité des genres.

## 3. Première rencontre entre les Etats-Unis et Taiwan dans le cadre de leur nouvelle initiative de coopération

La représentante adjointe au commerce des États-Unis, Sarah Bianchi, et le ministre sans portefeuille de Taiwan, John Deng, ont [tenu](#) le 27 juin leur première réunion dans le cadre de l'« Initiative USA Taiwan sur le commerce au 21<sup>e</sup> siècle » [lancée](#) le 1<sup>er</sup> juin 2022.

Selon le communiqué, les deux parties ont réitéré à cette occasion leur intérêt commun à promouvoir et renforcer la relation économique et commerciale entre les États-Unis et Taiwan. Elles se sont également entretenues avec des parties prenantes sur les meilleurs moyens de promouvoir les intérêts des travailleurs et des entreprises des deux pays et ont convenu d'échanger à nouveau dans un futur proche.

## 4. Les Etats-Unis adoptent de nouvelles sanctions contre la Russie

La Maison Blanche a [annoncé](#) le 27 juin un nouveau train de sanctions contre la Russie, à l'occasion du sommet du G7 à Elmau en Allemagne. Ces nouvelles sanctions comprennent :

- une [hausse](#) des droits de douanes sur plusieurs centaines de produits russes représentant environ 2,3 Mds\$ (acier, aluminium, minerais, produits chimiques, etc.), dans le prolongement de la révocation le 7 avril 2022 par le Congrès du « statut commercial normal » de la Russie,
- l'[interdiction](#) des importations d'or en provenance de la Russie.
- de nouvelles [sanctions](#) contre la base industrielle de défense de la Russie visant 29 individus et 70 entités.
- de nouvelles [mesures](#) de contrôle des exportations, à travers l'ajout de 36 entités originaires sur l'*Entity List* du Département au Commerce.

Le Département du Trésor a également [relayé](#) le 29 juin le communiqué conjoint de la task force multilatérale « REPO » indiquant que les États-Unis et leurs alliés occidentaux ont gelé depuis le début du conflit 30 Md\$ d'avoirs détenus par des oligarques ou membres de l'élite russe et immobilisé environ 300 Md\$ d'avoirs détenus par la banque centrale russe.

# Climat- Energie - Environnement

## 5. L'administration lance un partenariat entre le fédéral et 11 États de la côte Est pour faciliter et accélérer le développement de l'éolien en mer.

Le [partenariat](#), annoncé le 23 juin, vise à améliorer la collaboration entre le niveau fédéral et les 11 États de la côte Est en termes de formation, de traitement des demandes de raccordement et d'interconnexion, et ainsi à renforcer l'industrie américaine de l'éolien offshore. Sur ce dernier point, les parties s'engagent à développer des capacités portuaires supplémentaires, des infrastructures logistiques et des usines de production de composants d'éoliennes. Ce partenariat pourra être étendu aux États du golfe du Mexique et de la côte Ouest.

Après l'identification des besoins de l'industrie sur l'ensemble de la chaîne de valeur, une feuille de route sera élaborée par le Département de l'Energie afin d'accompagner son développement. La construction de navires spécialisés dans ces projets est jugée insuffisante aux États-Unis. Ces navires seront désormais considérés « navires d'intérêt national », permettant une demande de financement prioritaire auprès du *Federal Ship Financing Program*. Ce programme fédéral finance l'achat par les armateurs américains de nouveaux navires construits aux États-Unis, ainsi que la modernisation des chantiers navals des Etats-Unis.

## 6. La Cour Suprême invalide la capacité de l'État fédéral à fixer des seuils d'émission aux centrales électriques

Dans une affaire opposant la Virginie occidentale à l'agence de protection de l'environnement (EPA), la Cour Suprême a [conclu](#) le 30 juin que l'État fédéral n'était pas compétent pour fixer des seuils d'émissions aux centrales électriques fonctionnant au charbon et au gaz naturel. Selon la Cour, de tels pouvoirs doivent lui être explicitement accordés par le Congrès pour que l'EPA puisse disposer d'une telle prérogative. Cette décision ampute ainsi l'administration d'un moyen de lutte contre le changement climatique.

A l'annonce de cette décision, Joe Biden a [indiqué](#) que son administration et lui-même allaient user de tous les moyens juridiques à leur disposition pour continuer à lutter contre la pollution de l'air et le changement climatique. Il annonce également qu'ils soutiendront le Congrès dans cet objectif, restant flou sur la forme que pourrait prendre l'action parlementaire.

## 7. Le Président Biden et la Présidente de la Commission, Mme Von der Leyen, réaffirment leur coopération pour la sécurité énergétique européenne et la diminution des émissions de méthane

Dans le cadre de la task-force américano-européenne sur la sécurité énergétique européenne, les présidents Biden et Von der Leyen ont publié un [communiqué conjoint](#) le 27 juin. Les États-Unis y sont présentés comme un partenaire clé pour l'Europe, notamment pour prendre part à une diversification durable de l'approvisionnement gazier de l'Union Européenne, ainsi que pour travailler à réduire la demande énergétique européenne et déployer des « technologies propres ».

Concernant le GNL livré par les Etats-Unis à l'UE, les deux parties annoncent un renforcement de leur coopération sur la réduction des émissions de méthane, en travaillant notamment sur les émissions associées à la production (dues à la ventilation et au torchage des puits) et au transport (liées aux fuites), et rappellent le lancement de l'initiative Global Methane Pledge, impliquant 11 autres pays, pour réduire les émissions mondiales de méthane.

## 8. La Californie clôture sa consultation publique sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre la neutralité carbone en 2045

En vertu du Global Warning Solutions Act de 2006 qui fixe les objectifs de réduction des gaz à effet de serre pour la Californie (neutralité carbone en 2045 au plus tard avec une cible intermédiaire pour 2030 à -40% par rapport à 1990), le California Air Resources Board (CARB) doit élaborer une feuille de route tous les 5 ans sur les moyens à mettre en œuvre pour y arriver. La consultation publique sur [la 4<sup>ème</sup> révision](#) s'est achevée ce vendredi 24 juin. Elle y a étudié deux scénarios « agressifs » permettant une atteinte de la neutralité carbone dès 2035, impliquant une sortie quasi complète du pétrole, qu'elle n'a pas retenus en raison de coûts trop élevés (lourds investissements et forts effets emploi). Le scénario préconisé table sur une électrification maximale des usages (transport, industrie et bâtiment avec un tout électrique en 2045 alors que le gaz représente encore 50%), avec une décarbonation de la production électrique dont les besoins vont être multipliés par 4, un très large déploiement des carburants alternatifs comme l'hydrogène et les bio-carburants et surtout



l'usage à grande échelle des technologies de capture de carbone, au demeurant indispensable dans les 4 scénarios. Malgré une réduction de 85% en 2045 des usages de pétrole et de gaz, plus de 100 Mt de CO2 seraient encore à traiter par cette technologie dans laquelle de lourds investissements soutenus par l'Etat vont devoir être réalisés. Une révision des mécanismes de Cap and Trade (similaire à l'ETS européen) devrait être effectuée pour le rendre plus effectif et un durcissement des standards énergétique des carburants (Low Carbon Fuel Standard) envisagé.

### Brèves

- Le Président Biden et son homologue espagnol Pedro Sanchez ont [réaffirmé](#) les engagements climatiques de leurs pays, notamment le *Global Methane Pledge* et la mobilisation de \$100Md pour la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement. Ils ont également souligné l'importance de la réduction de la dépendance européenne aux combustibles fossiles russes, mentionnant le gaz naturel, l'éolien offshore, l'hydrogène vert, et l'efficacité énergétique comme autant d'axes de réponse, et se sont accordés sur l'enjeu crucial que constituait la sécurisation de l'approvisionnement en métaux critiques.
- La secrétaire à l'énergie Mme Granholm [rencontre](#) le 23 juin les raffineurs américains, pour les appeler à fournir davantage de carburants et à des prix plus bas. Rappelant le souhait de Joe Biden que les mesures prises,

notamment la vente de barils de la réserve stratégique, soient répercutées sur les prix payés par les consommateurs, elle a souligné que le Président était « prêt à agir rapidement et de manière décisive, en utilisant les outils dont il dispose ». Selon l'U.S. EIA, [les raffineries fonctionnent déjà à environ 95% de leur capacité](#), soit un taux bien supérieur à celui habituel.

- Les 29 et 30 juin, le département de l'intérieur a mis aux enchères des concessions pétrolières et gazières, pour la première fois sous le mandat de Joe Biden. La plupart des 105 premières concessions mises aux enchères ont été vendues pour des montants égaux ou proches de l'offre minimale de 2 dollars/hectare, ou n'ont reçu aucune offre. Ces ventes avaient été [annoncées mi-avril](#), et ont lieu malgré l'action en justice déposée le 28 juin par 10 associations environnementales contestant la légalité de cette vente en vertu de la *National Environmental Policy Act*.
- Lors de l'événement SelectUSA, Forsee Power, entreprise française spécialisée dans la conception de batteries pour l'électromobilité, a [annoncé](#) l'établissement de son siège Nord Américain et d'une gigafactory dans l'Ohio.

## Agriculture et industrie agroalimentaire

### 9. L'universalité des repas scolaires gratuits est prolongée de 3 mois.

Le Congrès a approuvé de façon bipartite, le 24 juin, la loi ["Keep Kids Fed"](#) qui prolonge de trois mois le programme universel de repas scolaires gratuits, à quelques jours seulement de son expiration prévue au 30 juin. Ce programme avait été autorisé par le Congrès en réponse aux difficultés induites par la pandémie de Covid-19. La durée de prorogation de 3 mois a fait l'objet d'un compromis bipartite, les Républicains ne souhaitant pas rendre permanentes des mesures initialement temporaires. Le Président Biden s'est félicité de ce vote et a [remercié](#) les leaders Démocrates et Républicains qui ont défendu ce projet de loi. Avec le relèvement des aides versées, la loi permettra de servir des repas d'été gratuits pour environ 30 millions d'enfants,

indépendamment des revenus des parents (coût de 3 Md\$, contre 11 Md\$ pour une année pleine).

### 10. Les écoles bénéficieront pour l'année 2022 / 2023 d'un financement de l'USDA en vue de leurs achats d'aliments produits aux Etats-Unis.

Anticipant la réduction des soutiens à compter du 30 septembre qui reviendront aux niveaux de la période pré-pandémique, l'administration Biden a [annoncé le 30 juin](#) que le ministère américain de l'Agriculture (USDA) fournira près d'1 Md\$ de fonds supplémentaires aux écoles pour soutenir l'achat d'aliments produits aux États-Unis pour leurs programmes de repas. Ce coup de pouce supplémentaire, financé par la [Commodity Credit Corporation](#) de l'USDA, permettra aux opérateurs

de faire face au coût élevé des aliments et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. Il permettra également de maintenir certaines flexibilités pour continuer à assurer, pour l'année scolaire 2022/2023, la gratuité des repas pour les enfants issus des milieux les plus défavorisés sans que les parents ne doivent en faire la demande préalable. La question de la gratuité des repas

scolaires reste un sujet de débat politique majeur au Congrès et sera débattue lors de l'examen du prochain *Farm Bill 2023/2028*, avec des approches différentes selon que la majorité issue des urnes, en novembre, sera républicaine ou démocrate. Beaucoup de Démocrates militent pour la gratuité universelle des repas scolaires.

## Numérique et Innovation

### 11. Introduction du Protecting Americans' Data From Foreign Surveillance Act au Sénat

Le 23 juin, les sénateurs Marco Rubio (R-FL), Ron Wyden (D-OR), Cynthia Lummis (R-WY), Sheldon Whitehouse (D-RI) et Bill Hagerty (R-TN) ont introduit au Sénat le [Protecting Americans' Data From Foreign Surveillance Act](#), un projet de loi qui créerait de nouvelles protections contre la vente ou le transfert des informations personnelles sensibles des Américains vers des pays étrangers jugés à haut risque. Cette loi ordonnerait au secrétaire au Commerce, en consultation avec d'autres agences clés, (i) d'identifier les catégories de données personnelles qui, si elles sont exportées, pourraient nuire à la sécurité nationale des États-Unis, et (ii) de dresser une liste des pays à faible risque pour lesquels les exportations ne seront pas restreintes et d'exiger des licences pour les exportations en masse des catégories de données personnelles identifiées et sensibles vers d'autres pays. Les exportations vers les pays à haut risque seront par présomption refusées. Le statut de risque des pays sera déterminé en fonction de : (i) l'adéquation et l'application des lois nationales sur la protection de la vie privée et le contrôle des exportations ; (ii) les circonstances dans lesquelles le gouvernement étranger peut contraindre ou payer une personne dans ce pays pour divulguer des données personnelles ; (iii) si ce gouvernement étranger a mené des opérations de renseignement étrangères hostiles contre les États-Unis. Cette loi exempterait des nouvelles règles d'exportation certaines données cryptées avec une technologie approuvée par le NIST, et garantirait que les contraintes d'exportation ne s'appliquent pas au journalisme et aux autres discours couverts par le premier amendement. Enfin, la loi appliquerait des pénalités de contrôle des exportations aux

dirigeants dont les employés ont illégalement exporté les données personnelles d'Américains.

### 12. Les Républicains accentuent leur pression contre TikTok

Le 24 juin, les sénateurs Tom Cotton (R-Arkansas), Ben Sasse (R-Nebraska), Mike Braun (R-Indiana), Marco Rubio (R-Floride), Todd Young (R-Indiana) et Roger Wicker (R-Mississippi) ont envoyé une [lettre](#) à la secrétaire au Trésor Janet Yellen exigeant des réponses sur les mesures prises par l'administration Biden pour lutter contre les risques pour la sécurité nationale associés à TikTok. Le 27 juin, la sénatrice Marsha Blackburn (R-Tenn.), rejointe par 8 autres sénateurs républicains, a envoyé une [lettre](#) au PDG de TikTok, Shou Zi Chew, à la suite d'informations selon lesquelles la société accorderait à Pékin un accès détourné aux données des utilisateurs privés. Les sénateurs se sont dit « très préoccupés par le fait que le représentant de TikTok n'ait pas fourni de réponses véridiques ou directes au comité sénatorial du commerce lors de l'audience de son sous-comité. Il semble que TikTok prenne maintenant des mesures pour détourner ses fausses déclarations en modifiant la manière dont les données « protégées » peuvent être consultées par ses employés. » Enfin, dans un [Tweet](#) du 28 juin, Brendan Carr, commissaire républicain à la Federal Communications Commission (FCC), a déclaré : « TikTok n'est pas simplement une application vidéo. Il récolte des pans de données sensibles qui, selon de nouveaux rapports, sont consultées à Pékin. J'ai appelé @Apple & @Google à supprimer TikTok de leurs magasins d'applications pour son modèle de pratiques de données clandestines. »

### Brèves

➤ Dans une [lettre](#) du 27 juin adressée à ses collègues démocrates traitant des retombées de la décision de la Cour suprême d'annuler *Roe v. Wade*, la présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, a souligné l'importance d'adopter une législation qui « protège les données les plus

intimes et personnelles des femmes stockées dans les applications de santé reproductive », notant que « beaucoup craignent que ces informations ne soient utilisées contre les femmes par un sinistre procureur dans un État qui criminalise l'avortement ».

- Dans un [Tweet](#) du 27 juin, Andy Stone, porte-parole de Meta, a déclaré que « le contenu qui tente d'acheter, de vendre, d'échanger, de donner, de demander ou de donner des produits pharmaceutiques n'est pas autorisé sur Facebook. Le contenu qui traite des caractères abordable et accessible des médicaments sur ordonnance est autorisé. Nous avons découvert quelques cas d'application incorrecte et nous les corrigeons. » Ce Tweet fait suite à un [article](#) estimant que la plateforme supprime les messages des utilisateurs qui mentionnaient que les pilules d'avortement pouvaient être envoyées par la poste.
- Le 24 juin, les sénateurs Edward J. Markey (D-Mass.), Bob Menendez (D-N.J.) et Amy Klobuchar (D-Minn.) ont envoyé une [lettre](#) au PDG de Meta, Mark Zuckerberg, sur l'application laxiste par Facebook Marketplace de sa propre interdiction de vente d'armes à feu sur sa plateforme de commerce électronique. Les utilisateurs qui violent l'interdiction de vente d'armes à feu de la plateforme reçoivent dix avertissements avant d'être retirés de la plateforme, ce qui permet des violations répétées qui pourraient encore entraîner des ventes d'armes à feu injustifiées et dangereuses.

- Le 23 juin, les sénateurs Elizabeth Warren (D-Mass.), Cory Booker (D-N.J.) et Ron Wyden (D-Ore.) ont envoyé des [lettres](#) à BetterHelp et Talkspace, deux applications de santé mentale leaders, exprimant leurs inquiétudes quant à l'utilisation par les entreprises des données personnelles de santé des patients et demandant plus d'informations sur leurs pratiques de partage de données et de confidentialité. Leur lettre fait suite à des informations selon lesquelles des applications de santé mentale collectent, exploitent et diffusent des informations privées sur des clients à des tiers, y compris des courtiers en données et des sociétés comme Google et Facebook.
- La proposition de loi AB 2408 ou *Social Media Platform Duty to Children Act* qui avait été adoptée par l'assemblée de Californie en mai vient de passer à l'unanimité le vote du comité judiciaire du Sénat, ce qui ouvre la voie à sa discussion en plénière avant la fin de la session parlementaire en août. Si elle était adoptée, la Californie deviendrait alors le premier Etat à rendre responsables les plateformes de médias sociaux lorsque leur usage a rendu un enfant, c'est-à-dire une personne de moins de 18 ans, dépendant et lui a causé un dommage de nature psychologique, physique, social ou émotionnel. Le Sénat a toutefois supprimé le droit de recours direct prévu initialement et seuls une poignée d'avocats généraux auraient la capacité d'initier un contentieux à leur rencontre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**Responsable de la publication :** Service économique régional de Washington

**Rédacteurs :** Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.